

Pour que l'argent serve au lieu d'asservir !

Une Nation souveraine a le pouvoir et la légitimité d'émettre sa propre monnaie.
Dette et austérité sont des choix idéologiques.

Savez-vous que

- Les intérêts de la dette publique absorbent la totalité de l'impôt sur le revenu !
- La BCE a prêté 1000 milliards aux banques mais refuse de prêter aux États pour alléger leur fardeau !
- Le retour du droit de création monétaire par la Banque Centrale au service des États leur éviterait de dépendre de la spéculation et leur permettrait de financer les urgences sociales et écologiques !

Au lieu de cela en Grèce des familles en sont réduites à abandonner leurs enfants. En France des postes sont supprimés dans la fonction publique et les emplois disparaissent dans les entreprises. Vos revenus diminuent, on vous oblige à travailler plus longtemps, on ferme des hôpitaux, des maternités, des tribunaux pour cause de déficit budgétaire.

Peut-être vous interrogez-vous, êtes-vous choqué, dépassé ?

Pourquoi sauver les banques et non pas les peuples ?

Pour beaucoup d'entre nous, c'est parfaitement incompréhensible ! Mais c'est malheureusement l'ignorance dans laquelle les populations sont tenues en matière de fonctionnement du système monétaire qui permet de telles aberrations. Bien sûr on peut se dire que tout cela nous dépasse ou que l'on n'y peut rien à notre niveau. Détrompez-vous ! Nous pouvons non seulement résoudre la question de la dette publique, mais en plus nous donner les moyens de financer les immenses chantiers à mettre en œuvre pour permettre à tous une réelle amélioration de la qualité de la vie.

Pure utopie pensez-vous ? Certainement pas !

Contrairement à ce que croient encore certains, ce ne sont pas les États qui émettent la monnaie, mais le système bancaire privé, simplement lorsqu'il accepte une demande de crédit.

- Depuis longtemps, les monnaies ne sont plus liées à un bien réel, même le dollar dont la convertibilité en or a été supprimée le 15 août 1971, ce qui les rend totalement virtuelles; leurs quantités sont donc potentiellement illimitées et seules les règles définies par les hommes eux-mêmes en limitent l'émission.
- Depuis novembre 1993, l'article 104 du Traité de Maastricht (l'actuel article 123 du traité de Lisbonne) interdit à la BCE ou aux Banques Centrales nationales d'accorder un quelconque crédit aux institutions ou organes publics. Et toute l'Europe est dans la même situation. Cela conduit les États à s'endetter pour obtenir, au prix fort auprès de la finance privée, la monnaie dont ils avaient, s'ils le souhaitaient, le pouvoir d'émission antérieurement !
- C'est ainsi que dans notre pays, de début 1995 à fin 2011 la dette a augmenté de 1150 milliards d'euros. Pendant ce temps nous avons payé (et donc dû emprunter), au seul titre de l'intérêt, plus de 815 milliards d'euros.

Aujourd'hui, pour seulement payer les intérêts, c'est un endettement supplémentaire de plus de 130 millions d'euros par jour. Au final, si nous n'avions pas eu à payer d'intérêts, nous n'aurions qu'une dette publique très faible ne dépassant pas 35% du PIB (Produit Intérieur Brut). Mieux, nous aurions pu, sans risque d'inflation, émettre nos besoins annuels de trésorerie et financer ainsi nos déficits, au lieu de laisser les banques commerciales s'en charger contre intérêt !

Ensemble disons « ça suffit ! ».

Réclamons qu'au minimum la Banque Centrale Européenne (ou la Banque de France si nécessaire) puisse disposer du droit d'émission monétaire et de crédit au bénéfice des collectivités - État, Régions, Départements et Communes - pour financer les investissements nécessaires et raisonnables décidés démocratiquement par la collectivité. C'est aux instances représentatives de la Société de décider, après avis des organismes publics concernés, du montant d'émission monétaire imposé à la Banque Centrale. En situation de sous-emploi et de pénurie, alors que les compétences humaines, les ressources naturelles et la volonté sont présentes, l'argent, toujours issu d'une simple ligne d'écriture, ne peut et ne doit pas manquer. Dans ce cadre, une émission monétaire n'est pas inflationniste.

Nous demandons donc aux pouvoirs politiques d'accéder aux demandes suivantes :

Pour tout ce qui concerne le financement des projets collectifs de l'Eurozone, la Banque Centrale Européenne (BCE) doit pouvoir être contrainte à une émission monétaire centrale, sans échéance et sans intérêts, directement au bénéfice de la collectivité et non à celui des seules banques - en particulier, pour financer la mutation qu'exige le défi technique, social et écologique de notre époque, la recherche, un enseignement ainsi qu'un système de santé de qualité et, en général, pour tout ce qui sera considéré démocratiquement comme nécessaire pour l'amélioration collective durable de la qualité de la vie.

Les statuts et la mission de la Banque Centrale Européenne doivent être revus en conséquence.

A défaut de faire aboutir ce projet au niveau européen, le gouvernement français doit opérer une reprise du droit collectif (donc national) d'émettre la monnaie, éventuellement par émission d'une monnaie nationale complémentaire à l'euro, quitte à se mettre en dissidence à l'égard de l'UE, non par anti européenisme mais pour se donner la possibilité de devenir un modèle d'inspiration des autres Nations.

*Aidez-nous, aidez-vous, aidons nos concitoyens à faire connaître cette situation véritablement inadmissible reposant sur des dogmes erronés. **Aidez-nous à faire connaître ces propositions, afin que le sujet sorte enfin de l'ombre.** Pour soutenir cet appel, faites le circuler par tous moyens à votre disposition, confortez cette action en écrivant directement à votre député et à votre sénateur, car, nous le savons par expérience : isolée, cette lettre restera ignorée ou évacuée poliment. Il est essentiel qu'elle arrive en nombre, régulièrement et de toute part sur le bureau des élus et personnalités - notamment de la presse - pour qu'elle ne soit pas traitée à la légère. Notre objectif est que les envois proviennent, nombreux, d'individus, d'associations, de groupes ou d'organismes citoyens. C'est le seul moyen pour que cette question, si importante pour l'avenir des Peuples et de la Planète, soit enfin connue d'eux et qu'ils puissent la traiter.*